

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002 Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 15/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LA GLORIETTE DISTRIBUTION

ZI Domitia Sud
189 avenue Georges Besse
30300 Beaucaire

Références : -
Code AIOT : 0006605278

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement LA GLORIETTE DISTRIBUTION implanté 189 AVENUE GEORGES BESSE 30300 BEAUCAIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'intègre dans le cadre d'une action nationale "coup de poing" visant à vérifier l'état des stocks d'un établissement de manière inopinée. Elle permet également de vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024-021-DREAL du 7 mai 2024 concernant le dépassement du seuil seveso seuil haut lié à la présence par cumul d'une quantité de matières dangereuses plus importantes que celle prévue dans l'étude de dangers.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA GLORIETTE DISTRIBUTION
- 189 AVENUE GEORGES BESSE 30300 BEAUCAIRE
- Code AIOT : 0006605278
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société La Gloriette (Groupe Gaches Chimie) est spécialisée dans la distribution de produits chimiques, de sels et de produits, matériels et accessoires de piscines.

Cette activité comprend la production (assemblage/formulation et/ou conditionnement) et le stockage de matières et substances dangereuses (toxiques, inflammables, comburantes, nocives, dangereuses pour l'environnement) et non dangereuses.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 1.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Etat des matières stockées - information de la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe	Sans objet
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
5	Etat des matières stockées – périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
6	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite d'inspection inopinée, l'état des stocks a été fourni tardivement, après 40 minutes d'attente. Ce délai s'avère incompatible en cas d'évènement accidentel sur le site en situation d'urgence. L'exploitant doit être en mesure de s'organiser en local pour une mise à disposition de cet état des stocks dans un délai plus court.

L'état des stocks fourni permet de justifier que les quantités présentes sur site par rubriques ICPE respectent les seuils autorisés individuellement au regard des prescriptions applicables au site.

Aucun dépassement n'est relevé et le statut seveso seuil bas est respecté. Le statut seveso seuil haut par la règle de cumul des dangers pour l'environnement telle que définie par l'article R511-11 du code de l'environnement n'est pas atteint.

L'exploitant devra cependant préciser son état des stocks avec l'introduction des matières non dangereuses (information disponible actuellement via une extraction séparée) dans celui-ci sous un délai de deux mois.

Au vu des actions engagées par l'exploitant pour améliorer le suivi en continu des stocks (transmissions hebdomadaires, réunions de planification, gestion des stocks dormants), **il est proposé de lever la mise en demeure n°2024-021-DREAL du 7 mai 2024** concernant le dépassement du seuil seveso seuil haut lié à la présence par cumul d'une quantité de matières dangereuses plus importantes que celle prévue dans l'étude de dangers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe
Thème(s) : Actions nationales 2025, 1. Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Nomenclature et régime en fonction du classement ICPE du site identifié
Constats : Lors de cette inspection inopinée, il n'a pas été relevé de dépassement au regard des rubriques ICPE actées par l'arrêté préfectoral n°12-115N du 17 septembre 2012.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2025, 2. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non

dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

Lors de cette inspection inopinée et sur demande de l'inspection à la responsable du site, l'état des stocks a été fourni par l'équipe HSE en place sur le site d'ESQUALQUENS, tardivement, après environ 40 minutes d'attente.

L'exploitant a fourni via une visioconférence (puis envoi par mail) une extraction de son état des stocks depuis son logiciel ERP.

L'inspection relève toutefois que ce délai d'attente s'avère incompatible en cas d'évènement accidentel sur le site en situation d'urgence. L'exploitant doit être en mesure de s'organiser en local pour une mise à disposition de cet état des stocks dans un délai plus court.

Via l'état des stocks présenté, deux produits ont été sélectionné afin de vérifier la disponibilité des fiches de données de sécurité (FDS) ainsi que leur mise à jour :

_JAVEL ANTITARTRE code GCHPSOAT, version 7.1 du 28 mai 2024 : 0.45 tonnes * 3 palettes en stock

_CHLORE LENT GALET (92%) code LGCLLG89, version 3.1 du 17 décembre 2024 : 4.704 t en stock

La cohérence des stocks entre l'extraction et la réalité sur site a été vérifiée pour ces deux produits lors de la visite terrain.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 1.

Thème(s) : Actions nationales 2025, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier, cet état permet de

connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

Constats :

L'extraction fournie à l'inspection fait apparaître les quantités de matières dangereuses stockées sur le site de Beaucaire, cumulées par rubrique ICPE, pour les rubriques 1436, 1630, 4331, 4440, 4510 et 4511.

L'état fourni permet de justifier que les quantités présentes sur site par rubrique ICPE respecte les seuils autorisés individuellement au regard des prescriptions applicables au site.

Le statut seveso seuil bas est respecté. Le statut seveso seuil haut par la règle de cumul des dangers pour l'environnement (Sc) telle que définie par l'article R511-11 du code de l'environnement n'est pas atteint.

En ce qui concerne les matières autres que dangereuses il est possible de récupérer les stocks via une extraction spécifique du logiciel ERP, ce qui a été montré par la responsable du site, mais tel quel l'état des stocks n'en fait pas mention.

Un plan avec les zones de stockage est annexé à l'état des stocks.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit inclure la quantité de matière combustible non dangereuse dans son état des stocks afin que celle-ci soit disponible avec le reste des éléments transmis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Etat des matières stockées - information de la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.

Thème(s) : Actions nationales 2025, 4. Inventaire synthétique
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : L'exploitant a présenté son état des stocks communicable aux pouvoirs publics, extrait du logiciel ERP également en date du 19/03/2025, 15:07. Cet état fait mention des : - Pictogramme CLP; - Pictogramme ADR; - Famille selon la mention de danger ou le pictogramme; - Quantité stockée en tonnes; - Libellés article des 3 produits principaux de la famille. Il est également fait mention du tonnage de produits non dangereux (verre filtration, silice..). Une ligne est dédiée aux matières combustibles non dangereuses mais le tonnage n'est pas disponible. Il est possible de le récupérer via une extraction spécifique du logiciel ERP, ce qui a été montré par la responsable du site, mais en l'état l'état des stocks communicable aux pouvoirs public n'en fait pas mention. Un plan avec les zones de stockage est annexé à l'état des stocks.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit inclure la quantité de matière combustible non dangereuse dans son état des stocks afin que celle-ci soit disponible en même temps que le reste des éléments transmis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Etat des matières stockées – périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2025, 5. Périodicité et disponibilité
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

<p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme détaillé dans les points de contrôles précédent, l'état des stocks est extrait en temps réel via un logiciel ERP, à distance. Celui-ci est accompagné d'un plan général des stockages.</p> <p>Le dernier inventaire en date du 18 décembre 2024 a été consulté. En plus de ce dernier, des inventaires tournant ciblés sur certaines références (rubrique ICPE, coût du produit) sont mis en place, celui du mois de juin 2024 a été consulté.</p> <p>Des inventaires sur déclenchement volontaire plus fréquent et sur une seule référence sont réalisés lorsque des écarts de stock peuvent être relevés par les salariés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Mise en demeure

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stock</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SAS La Gloriette Distribution exploitant une installation de formulation, conditionnement, stockage et distribution de produits chimiques) sise ZI Domitia Ouest à Beaucaire, est mise en demeure, sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral n°12-115N du 17 septembre 2012, en ce qui concerne le respect à tout moment des quantités de stockage autorisées.</p> <p>Pour justifier du respect du présent article, l'exploitant fournit au préfet sous ce même délai les mesures organisationnelles (procédure/instruction) et moyens mis en œuvre relatifs au suivi de l'état des stocks afin de garantir à tout moment la maîtrise de l'exploitation des installations dans la limite des capacités de stockage autorisées, compatibles avec le maintien du statut seveso seuil bas de l'établissement y compris par cumul.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant justifie du respect des seuils de stockage autorisés, tant individuellement par rubrique ICPE que par cumul au regard de la règle de seuil Seveso seuil bas applicable au site (voir les points de contrôles précédents).</p>

L'exploitant a transmis sa nouvelle procédure de suivi de l'état des stock par mail du 20 mars 2025 qui reprend :

_Mise en place de l'envoi d'un état des stocks aux responsables de divisions commerciales et responsables des sites afin d'alerter sur les stockages en limite de dépassement ; hebdomadaire

_Réunion de planification et ordonnancement entre la logistique et le commerce afin d'avoir la vision sur les envois, réceptions de stock et évaluer les volumes : hebdomadaire

-Revue régulière des stocks dormants pour évacuation ou destruction des produits sans mouvements ou périmés : mensuelle.

Les éléments transmis, notamment la procédure mise à jour de suivi de l'état des stocks et les mesures organisationnelles associées, permettent de considérer que les dispositions de l'article de l'arrêté de mise en demeure susvisé sont respectées.

L'inspection rappelle toutefois que le délai d'attente de 40 minutes pour disposer de l'état des stocks lors de ce contrôle inopiné s'avère incompatible en situation d'urgence. L'exploitant doit être en mesure de s'organiser en local pour une mise à disposition de cet état des stocks dans un délai plus court (rappel constat 2).

Néanmoins, au vu des actions engagées par l'exploitant pour améliorer le suivi en continu des stocks (transmissions hebdomadaires, réunions de planification, gestion des stocks dormants), **il est proposé de lever la mise en demeure du 7/05/2024.**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure